

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
DIRECTION DES ARCHIVES**

**Commissariat général de l'Alsace-Lorraine /
service diplomatique**

« Papiers Brugère »

1915-1923

156QO

Répertoire numérique détaillé

par

Sophie RAVARY, vacataire

Sous la direction de Pascal EVEN, conservateur général du patrimoine

La Courneuve, mai 2016



Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique
« Papiers Brugère »
1915-1923
156 QO

Référence : FR MAE 156QO

Intitulé : Papiers Brugère. Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique.

Dates prépondérantes : 1915-1923.

Dates extrêmes : 1915-1923.

Niveau de description : volume.

Présentation, importance matérielle et support: 26 articles, 7 cartons, 0,70 m. l.

Producteur :

Raymond Brugère (1885-1966), licencié en droit et en sciences politiques, devient attaché d'ambassade au ministère des Affaires étrangères en 1911. Secrétaire à Pékin, il participe l'année suivante à la première Guerre mondiale sur le front des Dardanelles et est blessé en Serbie. En 1916, il est nommé secrétaire à l'ambassade de France à Madrid puis à Copenhague deux ans plus tard. A partir de 1919, il occupe différents postes au ministère des Affaires étrangères, à la direction des relations commerciales, comme détaché auprès du Commissaire général en Alsace-Lorraine, puis chef adjoint au Cabinet du ministre.

Il poursuivra sa carrière comme secrétaire à Constantinople, conseiller à Bruxelles, ministre plénipotentiaire à Ottawa et à Belgrade où il démissionne en 1940. Engagé dans la résistance, il est interné à la demande du gouvernement de Vichy entre 1942 et 1944 au camp de Saint-Sulpice. Il est nommé ambassadeur à Bruxelles entre 1944 et 1947.

Service versant : Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique.

Modalités d'entrée : versement administratif.

Histoire administrative : Ces cartons proviennent du bureau de Raymond Brugère, directeur du service diplomatique du commissariat de la République en Alsace-Lorraine entre 1919 et 1920. Cet ensemble est lacunaire et complète d'autres fonds indiqués dans les sources complémentaires.

Historique du versement et de la conservation : Ces dossiers ont été retrouvés au milieu des cartons de la Conférence de la Paix en 2007. Raymond Brugère a numéroté chaque dossier en chiffre romain repris en chiffre arabe sur les pièces du dossier lors de leur enregistrement. Hormis les procès verbaux des commissions, chaque dossier correspond à la mise en application des articles du traité de paix de Versailles relatifs aux territoires recouverts d'Alsace-Lorraine, et plus particulièrement aux articles 51, 53, 58, 62-63, 65-68, 297, 357-361.

Présentation du contenu :

Les dossiers de Raymond Brugère ont trait à la mise en œuvre des dispositifs adoptés par le traité de paix avec l'Allemagne pour l'Alsace-Lorraine. Ils évoquent directement les négociations, parfois très techniques, entre les délégations française et allemande, la mise au point de conventions et d'arrangements et l'application des dispositions contenues dans ces derniers.

Les procès-verbaux des réunions des délégations sont conservés en série chronologique dans l'article 2 ; il en est de même, sous les cotes 3 à 6, pour les notes échangées entre les deux délégations. Certaines de ces notes ne figurent pas dans la collection chronologique mais sont conservées dans les dossiers thématiques.

Après un dossier relatif aux représentations consulaires étrangères dans les deux provinces recouvrées, plusieurs articles (8 et 10) ont trait à la détermination des frontières entre les deux pays et aux travaux de la commission de délimitation. Un volume est plus particulièrement consacré aux biens des communes alsaciennes situés dans le pays de Bade et inversement aux biens des communes badoises en Alsace-Lorraine.

L'article 58 du traité de paix portait à la fois sur l'indemnisation de l'entité Alsace-Lorraine pour les dépenses de guerre imposées par l'Allemagne et également sur celle des Alsaciens-Lorrains victimes du régime allemand, les proscrits et les internés. Le volume 12 contient ainsi des informations sur les personnes fusillées par les autorités allemandes dans le département de la Moselle et sur les associations des incarcérés politiques, des déportés et internés alsaciens-lorrains créées après la guerre.

Les articles 13 à 16 évoquent les biens et intérêts allemands en Alsace-Lorraine avec de nombreux documents sur les mesures d'expulsion des Allemands et les séquestres effectués par les autorités françaises.

Plusieurs volumes cotés 17 à 23 évoquent la question des infrastructures et les transports, la navigation sur le Rhin, les ports de Strasbourg et de Kehl ou encore les chemins de fer. On notera la présence de plusieurs plans sur le port de Kehl.

Le fonds s'achève avec des dossiers relatifs aux échanges économiques et commerciaux entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne ; ils ont trait essentiellement aux difficultés rencontrées par les producteurs et industriels alsaciens-lorrains pour écouler leurs produits en Allemagne dans les années qui suivent immédiatement le conflit.

Mode de classement :

A été respecté, d'une manière générale, le classement initial de ses dossiers par Raymond Brugère. Ces dossiers portent un numéro d'enregistrement en chiffres romains, chiffres reportés en chiffres arabes sur chaque feuillet du dossier. A l'intérieur des volumes, les documents ont été remis dans l'ordre chronologique. Ont été conservées les longues notes manuscrites de Brugère même lorsqu'une version dactylographiée avait été réalisée.

Sources complémentaires :

Ministère des Affaires étrangères : série Z Europe, France, volumes 255-262, Alsace-Lorraine (90CPCOM) et France-frontières (91CPCOM).

Fonds des limites : articles 65-67.

Commission centrale de la navigation du Rhin : 297QO/21-148

Série Personnel, dossier nominatif de Raymond Brugère : 2017INVA/417.

Fonds Fouques-Duparc : 74 PAAP 18-34, exécution de l'article 357 du traité de Versailles sur le matériel fluvial du Rhin.

Archives nationales : administration de l'Alsace-Lorraine (AJ³⁰ 170-171) ; fonds Millerand (470AP).

Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique
« Papiers Brugère »
1915-1923
156 QO

F/14/12573 à 12607. Papiers Chargueraud, Papiers Sylvain Dreyfus, vice-présidents du conseil général des Ponts et présidents du conseil supérieur des travaux publics.

Service historique de l'Armée de Terre : série N (disponible en ligne).

Archives départementales du Bas-Rhin et de la Moselle : fonds des deux commissariats de la République (Strasbourg, Colmar, Metz) : 121AL 267-280 (AD 67).

Conditions d'accès : libres.

Conditions de reproduction : libres.

Langue des documents : allemand, français.

Contrôle de la description : Pascal EVEN, conservateur général du patrimoine.

Date de la description : mai 2016.

Description du contenu

- 1-5** **Application du traité de paix en Alsace-Lorraine, négociations franco-allemandes**
- 1919-1920**
- 1-2** Procès-verbaux.
- 1919-1920**
- 1** Commission pour l'application du traité de Versailles (juillet 1919-mai 1920).
- 1919-1920**
- 2** Négociations franco-allemandes, procès-verbaux de réunions (novembre 1919-juillet 1920).
- 1919-1920**
- 3** Chrono des notes remises par la délégation française à la délégation allemande, n°s 1-160 (novembre 1919-juin 1920).
- 1919-1920**
- 4-6** Notes remises par la délégation allemande pour les questions de paix relatives à l'Alsace-Lorraine.
- 1919-1920**
- 4** Numéros 1-728, 5 novembre 1919-13 avril 1920.
- 5** Numéros 749-1170, 24 avril-14 mai 1920.
- 6** Numéros 1172-1734, 21 mai-10 août 1920.
- 7** Représentation consulaire. – Dossier général, historique, consulats et agences consulaires de Belgique, des Pays-Bas et de Pologne, pétitions des industriels et commerçants, de la chambre de commerce de Mulhouse pour l'établissement de consulats étrangers, interdiction faite à l'Allemagne d'ouvrir des consulats en Alsace-Lorraine, établissement d'un service consulaire polonais, désertion de soldats polonais encouragée par le consulat de Pologne, consulats français en Allemagne, projet d'installation à Kehl d'un bureau de circulation allemand, agents consulaires dans les territoires rhénans occupés, délivrance des visas (août 1919-mai 1920).
- 1919-1920**

Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique
« Papiers Brugère »
1915-1923
156 QO

8-10 Frontières

1919-1920

- 8** Délimitation des frontières avec l'Allemagne. - Dossier général, circulation entre la Sarre et l'Alsace-Lorraine (septembre-novembre 1919), constitution d'une commission de délimitation, fonctionnement, budget et personnel de la commission, mission du Lt.-Col. de Lavalette du Coetlosquet, travaux de la commission de délimitation, limites de souveraineté sur les ponts du Rhin, limites des propriétés des biens communaux alsaciens situés sur la rive droite du Rhin, travaux de reconnaissance de la frontière franco-allemande avec la Bavière, les provinces rhénanes, reconnaissance de la frontière entre le Rhin et la Moselle, documentation et textes anciens (septembre 1919-juillet 1920).

1919-1920

- 9** Biens des communes alsaciennes en pays de Bade, des communes badoises en Alsace-Lorraine dont relevés des biens des communes badoises en Alsace-Lorraine, délimitation avec le pays de Bade, demandes et vœux des communes (décembre 1919-juin 1920).

1919-1920

- 10** Frontière franco-suisse. - Reconnaissance de la frontière et abornement, remplacement de bornes sur la frontière (novembre 1919-juillet 1920).

1919-1920

11-12 Indemnisation de l'Alsace-Lorraine (article 58) et de ses habitants.

1919-1920

- 11** Article 58 du traité de paix. - Application de l'article, caisses publiques d'Alsace-Lorraine, conclusion d'une convention spéciale sur le remboursement des dépenses exceptionnelles de guerre avancées par l'Alsace-Lorraine, convention particulière du 20 juin 1920 pour le règlement des comptes de trésorerie d'Alsace-Lorraine (décembre 1919-juillet 1920).

1919-1920

- 12** Proscrits Alsaciens-Lorrains. -Indemnisation des proscrits, dommages et intérêts demandés par les Lorrains internés, Société des incarcérés politiques d'Ehrenbreitstein et Société des déportés et internés politiques alsaciens-lorrains, arrangement franco-allemand du 15 novembre 1919, installation de la commission chargée de la fixation des indemnités à Strasbourg (janvier 1919), demandes individuelles, versement de l'indemnité par l'Allemagne, liste des personnes fusillées par ordre des autorités allemandes dans le département de la Moselle, activités de la commission (janvier 1919-juillet 1920).

1919-1920

13-16 Statut, biens et intérêts allemands en Alsace-Lorraine.

1918-1920

- 13** Biens allemands en Alsace Lorraine. - Dossier général, liquidation du mobilier des fonctionnaires allemands, autorisation de résidence des Allemands en Alsace-Lorraine, délivrance des cartes d'identité, expulsion d'Alsace-Lorraine des Allemands sans travail, ratification de la convention particulière entre la France et l'Allemagne sur les questions judiciaires, signée à Baden-Baden le 5 mai 1920, exécution par les autorités militaires françaises des provinces rhénanes des jugements rendus par les tribunaux français, procès à intenter par des pupilles contre leurs pères naturels domiciliés en Allemagne, affaires Charles Pfeiffer et Albert Sommer, rapatriement des aliénés allemands internés dans les asiles de Stephansfeld et Hoerdt (juillet 1919-juin 1920).

1919-1920

- 14** Mobilier allemand. - Expulsions d'Allemands, séquestres, enlèvement du mobilier appartenant aux employés des douanes, des chemins de fer et des postes et télégraphes, protestations du représentant allemand à la commission interalliée, liquidation du mobilier des fonctionnaires allemands, créances allemandes, exportation du mobilier des familles allemandes nécessiteuses, négociations de Carlsruhe, arrangement du 15 novembre 1919 relatif à la libération des mobiliers allemands contre le versement de 25 millions de francs, frontières et douanes entre la France, l'Allemagne et la Suisse (art. 51) (décembre 1918-novembre 1919).

1918-1919

- 15** Mobilier allemand. - Exécution de la convention du 15 novembre 1919 prévoyant le versement par l'Allemagne d'une indemnité de 25 millions pour les proscrits alsaciens-lorrains et la question de l'évacuation du mobilier allemand, main levée des séquestres, intervention de la Belgique au sujet des usines de Sarralbe et de Château-Salins appartenant à la société Solvay et cie, règlement de la commission mixte de Kehl pour l'évacuation du mobilier allemand (décembre 1919), administrateurs séquestres allemands de biens français poursuivis devant les tribunaux depuis l'armistice, créances anglaises de maisons liquidées en Alsace-Lorraine, modalités, sauvegarde des intérêts des actionnaires non ennemis dans les sociétés liquidées en Alsace-Lorraine (1920), mémoires de l'ingénieur principal de la marine Bourgoïn, chargé de la liquidation des usines métallurgiques de Lorraine, séquestre de la bibliothèque de la Société allemande de géographie de Metz, sauvegarde des intérêts des porteurs belges des actions de la Société d'Aumetz la Paix, plaintes contre les séquestres et la liquidation des biens allemands en Alsace-Lorraine (décembre 1919-août 1920).

1919-1920

- 16** Pensions, article 62 du traité. - Règlement des pensions d'Empire, pensions du personnel des chemins de fer, agents des établissements, pensions aux anciens professeurs allemands de Strasbourg, projet de convention sur les pensions, convention particulière de Baden-Baden du 3 mars 1920 sur les pensions d'Alsace-Lorraine, ratification de la convention (juin 1919-novembre 1920).

1919-1920

Commissariat général de l'Alsace-Lorraine / service diplomatique
« Papiers Brugère »
1915-1923
156 QO

17-23 Infrastructures, navigation du Rhin, ports, chemins de fer.

1918-1923

- 17** Navigation du Rhin. - Canal Rhin-Rhône, projet d'acquisition d'une compagnie allemande, aménagement du Rhin supérieur entre Strasbourg et Bâle, remise à la France d'une partie de la flotte allemande du Rhin, des installations allemandes dans le port de Rotterdam, du matériel flottant et d'entrepôt (article 357 du traité de paix), canaux latéraux du Rhin, Comité d'études des relations fluviales Anvers-Strasbourg, travaux des sous-commissions pour l'application de l'article 357 ; désignation d'un arbitre américain (juillet 1919-juin 1920).

1919-1920

- 18** Commission internationale du Rhin. - Représentant français à la commission centrale, désignation des membres techniques de la commission, désignation du président, délégués hollandais, réunion de la commission du 20 mars 1920 (août 1919-mars 1920).

1919-1920

- 19** Ponts du Rhin. - Pont de traversée sur le Rhin à titre d'exercice pour les unités de pontonniers, remise à la France des ponts de bateaux du Rhin (article 67 du traité), matériel flottant, travaux de la sous-commission mixte chargée de la remise des ponts, ponts ferroviaires et ponts-bateaux, arrangement provisoire franco-allemand sur les ponts du Rhin du 12 juillet 1920, surélévation des ponts du Rhin, pont-route de Kehl (février-juillet 1920) (octobre 1919-août 1920).

1919-1920

- 20** Ponts du Rhin. - Remise des ponts flottants de Markolsheim-Sasbach et Schoenau-Weisweil (avril-juillet 1920) ; ponts ferroviaires entre Wissembourg et Huningue (septembre 1923).

1919-1923

- 21** Ports de Strasbourg et de Kehl. - Dossier général, travaux de la sous-commission chargée de préparer une convention pour l'exploitation des ports de Kehl, signée le 1^{er} mai 1920, mise en place de la commission, désignation du directeur, prix du fret Anvers-Strasbourg, participation de la direction générale des douanes, éviction temporaire des Allemands dans le port de Kehl, régime douanier, importations par Anvers et Strasbourg des marchandises venant de France, d'Algérie et de Tunisie, plans (août 1919-juin 1920).

1919-1920

- 22** Ports de Strasbourg et de Kehl. - Négociation d'une convention, textes préparatoires.

1920

- 23** Chemins de fer d'Alsace-Lorraine. - Dossier général, prise en charge des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, reconstitution du parc ferroviaire d'Alsace-Lorraine, restitution du matériel roulant, parité des tarifs entre la rive droite et la rive gauche du Rhin, traversée du territoire allemand par les trains alliés, ponts ferroviaires du Rhin, personnel allemand des chemins de fer, campagne de la presse alsacienne, menaces d'expulsion, conséquences de la subrogation de l'Etat français à l'Etat allemand dans les chemins de fer, rapatriement des agents allemands, projet de concession des lignes de Guillaume-Luxembourg à une compagnie française, réouverture du trafic par voie ferrée avec l'Allemagne (septembre-octobre 1919), négociations avec le gouvernement luxembourgeois pour la reprise de l'exploitation par l'Etat des chemins de fer Guillaume-Luxembourg, installation des nouvelles gares frontières, transport de minerai aux usines de Lorraine, dissolution en décembre 1919 de la commission du parc d'Alsace-Lorraine créée le 9 mai 1919, accord provisoire franco-allemand sur les gares frontières du 18 décembre 1919, commission d'étude relative à la reconstitution du parc d'Alsace-Lorraine, levée des séquestres des biens des employés des chemins de fer d'Alsace et de Lorraine, rapatriement des agents allemands du réseau des chemins de fer, transport de minerais par chemin de fer, immatriculation des wagons achetés en Allemagne, procès devant les tribunaux d'Alsace et de Lorraine, du grand-duché de Luxembourg, carte d'identité des agents des chemins de fer (janvier 1919-juin 1920) ; documentation (1871-1915).

1919-1920

- 24-27** Relations économiques et négociations commerciales entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne (art. 68).

1918-1920

- 24** Relations économiques avec l'Allemagne. - Dossier général, conventions sur les relations commerciales (s. d.), difficultés faites au commerce alsacien-lorrain par les autorités allemandes pour les tissus notamment, attributions de l'Office du commerce extérieur, réclamations particulières, concurrence étrangère, exportation de bois, charbon, potasse, projet de loi allemand relatif au monopole d'importation d'alcools en Allemagne, pourparlers sur les importations, les exportations et les taxes sur le bois, le coke, le charbon, l'or et la laine entre les villes frontalières du Rhin, difficultés d'exportation hors de l'Allemagne, livraison de charbon allemand à la Hollande, taxe sur les achats effectués par des étrangers en Allemagne, poids et mesures, suppressions de trains, courriers d'exportateurs allemands (juillet 1919-juin 1920) ; correspondance du capitaine Caillault¹ sur les difficultés rencontrées par des ressortissants français (décembre 1919-février 1920).

¹ Commandant de la Mission française de Karlsruhe, officier de liaison de l'armée française du Rhin.

1919-1920

- 25** Questions économiques. - Application de l'article 68 du traité, douanes, reconstitution des lignes de douane allemandes (août-novembre 1919), accords sur les franchises douanières appliquées aux produits naturels ou fabriqués en Alsace-Lorraine pour une période de cinq ans, droits d'entrée pour les produits alsaciens-lorrains importés en Allemagne, dont liste des produits, décret du 11 janvier 1920 concernant l'importation en Allemagne de produits alsaciens-lorrains, régime douanier allemand dans les territoires rhénans occupés, négociations commerciales avec l'Allemagne, protocole du 19 mai 1920, modalités de délivrance des permis d'importation de marchandises alsaciennes-lorraines, lettres d'entreprises (août 1919-juin 1920).

1919-1920

- 26** Affaires particulières. - Revendications et questionnements des entreprises et syndicats allemands sur leurs activités commerciales avec l'Alsace-Lorraine, dont syndicats du commerce du bois, liste des contrats annulés, Tannerie Dietz à Barr, créances en Angleterre, Association centrale des comices agricoles d'Alsace et de Lorraine, sucrerie alsacienne Erstein, sucrage des vins alsaciens en Allemagne, liqueurs et spiritueux, taxes (août 1919-juin 1920) ; commerce du bois, marchés de bois avec l'Allemagne conclus par l'Union des syndicats des scieurs de bois d'Alsace et de Lorraine (janvier-juin 1920) ; houillères de Lorraine, bois de mines (août 1919-juin 1920)

1919-1920